



LIMINAIRE DU CDAS DU 20/11/2025

DÉCLARATION INTERSYNDICALE

CGT – FO - SOLIDAIRES

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Aujourd'hui, la ligne de conduite du Projet de Loi de Finances (PLF) est de restreindre les dépenses publiques. Le discours alarmiste sur la dette et le déficit sert à justifier les politiques d'austérité qui ne sont pas une fatalité. Ce discours de la peur peut être facilement déconstruit, car il vise seulement à protéger les intérêts des plus riches et des grandes entreprises, tout en sacrifiant la réponse aux besoins fondamentaux de la population.

Ce dernier CDAS de l'année est déterminant puisqu'on nous demande de valider le budget prévisionnel de l'action sociale du 93 pour l'année 2026. Pourtant, force est de constater que, comme chaque année, les arbitrages budgétaires conduisent à des coupes drastiques qui affaiblissent les dispositifs d'aide aux agents actifs et retraités. Alors que nous avons tous affiché une volonté commune de renforcer la politique sociale de notre département, les dernières décisions viennent une fois de plus en contradiction avec cet engagement.

Nous avons cru comprendre, de chaque côté de la table, que ce soit les organisations syndicales ou la parité administrative (laquelle n'est malheureusement que peu représentée dans notre instance, comme nous avons pu le constater lors du GT du 16 octobre), que nous avons à cœur de mettre en place une véritable politique sociale afin de répondre aux besoins des agents de notre département. Force est de constater, qu'à coup de rabot, le budget de l'action sociale de notre département ne fait pas exception à la règle et qu'il sera loin d'être à la hauteur des besoins des agents.

Dans ce contexte de coupes budgétaires, l'action sociale du 93 est grignotée de toutes parts, son budget est loin d'atteindre un niveau satisfaisant.

Le constat pour notre département est sans appel, il manque des logements, des places en crèche, des structures de restauration, sans parler de la valeur faciale du titre restaurant largement insuffisante pour permettre aux collègues en bénéficiant de déjeuner dignement, sans oublier que le budget alloué aux sorties se réduit à peau de chagrin année après année. On compare souvent le privé au public, pourtant nous sommes très loin de disposer des activités sociales et culturelles du secteur privé.

Pour l'intersyndicale CGT-FO-SOLIDAIRES, l'action sociale est un sujet primordial et fondamental qui impacte la vie d'un grand nombre d'agents. Pour autant, nous ne participerons pas aux arbitrages que l'on nous demande de faire, nous nous refusons de cogérer la pénurie organisée par le ministère.

Fidèles à nos idées, nous ne siégerons pas.